



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU CHER

**DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE LA COHESION SOCIALE
ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS**

Pôle de la Protection des Populations

Service de la santé et de la protection animales

et de l'environnement

Unité protection de l'environnement

Installation classée soumise

à autorisation n° 7089

SAS AXIROUTE

Arrêté n° 2017-1-1531 du 13 décembre 2017

**portant prorogation de l'autorisation d'exploiter la carrière de calcaire
sur le territoire de la commune de CORQUOY pour la SAS AXIROUTE
et modifiant les garanties financières et les conditions de remise en état**

**La préfète du Cher,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement et notamment le livre I et le livre V ;

Vu le décret du 9 août 2017 du Président de la République nommant Mme Catherine FERRIER préfète du Cher ;

Vu le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de L'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

Vu l'arrêté du Premier ministre du 14 juin 2017 renouvelant M. Thierry BERGERON dans sa fonction de directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations du Cher ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premiers traitements des matériaux ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2002.1.133 du 21 février 2002 autorisant la SA BTM à poursuivre l'exploitation d'une carrière et de ses installations annexe de premier traitement sur le territoire de la commune de Corquoy au lieu-dit « La Franchise » pour une durée de 15 ans ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2003.1.926 du 31 juillet 2003 autorisant un changement d'exploitant au profit de la SARL Centre Loire Granulats ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2013-DDCSPP-120 du 14 juin 2013 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2002.1.133 du 21 février 2002 et autorisant un changement d'exploitant au profit de la SAS AXIROUTE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-1-1052 du 4 septembre 2017 accordant délégation de signature à M. Thierry BERGERON, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations du Cher ;

Vu la décision du 5 septembre 2017 donnant délégation de signature aux agents de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations du Cher ;

Vu la demande présentée par la SAS AXIROUTE en date du 22 mars 2017 en vue de modifier les conditions de remise en état ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 30 novembre 2017 ;

Considérant que l'autorisation susvisée est échue au 20 février 2017 ;

Considérant que l'exploitation devait présenter au terme de l'autorisation, sous les faces Nord, Ouest et la pointe de la face Sud, quatre gradins de 5 mètres de hauteur maximum et, sous la face Est, deux gradins de 5 à 12 m ;

Considérant que l'exploitant n'a pas exploité la totalité du gisement et que par voie de conséquence la topographie du terrain est différente et le réaménagement initialement prévu est impossible ;

Considérant que le site doit être sécurisé notamment en sécurisant les trois fronts existants, en créant des merlons de protection et en plantant des haies d'épineux ;

Considérant qu'aucune extraction ne sera autorisée pendant la durée du réaménagement ;

Considérant que cette modification n'est pas substantielle au vu des critères d'appréciation de l'article R. 181-46 ;

Considérant que des garanties financières doivent être constituées jusqu'au 20 février 2018 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture

ARRÊTE

Article 1 - Prorogation

L'autorisation accordée par l'arrêté préfectoral n°2002.1.133 du 21 février 2002 est prorogée jusqu'au 20 février 2018 pour les seuls travaux de remise en état du site.

Aucune extraction de matériaux à des fins commerciales n'est autorisée.

Article 2 - Garanties financières

Article 2.1 - Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent de manière à permettre, en cas de défaillance ou de disparition juridique de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site.

Article 2.2 - Montant des garanties financières

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières en fosse ou à flanc de relief prévues par la législation sur les installations classées.

Période	S1	S2	S3	TOTAL en € TTC
Jusqu'au 20/02/2018	5,034	13,511	1,487	583 435,41

S1 (en ha): Somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha): Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

S3 (en ha): Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire de chaque front par la hauteur moyenne du front hors d'eau diminuée des surfaces remises en état.

L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur en décembre 2012, soit 702,1.

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.

Article 2.3 - Établissement des garanties financières

Dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01 en base 2010.

Article 2.4 - Absence de garanties financières

L'absence de garanties financières peut entraîner les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement.

Article 2.5 - Appel des garanties financières

Le préfet peut faire appel aux garanties financières dans les conditions fixées par l'article R. 516-3 du code de l'environnement :

- soit après intervention des mesures prévues au I de l'article L. 171-8, en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R. 516-2, et des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état de la carrière ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant personne physique.

Dans le cas où cet appel demeure infructueux, et lorsque les garanties financières sont constituées par l'engagement écrit d'un garant, dans les formes prévues au e du I de l'article R. 516-2, le préfet appelle les garanties financières auprès de l'établissement de crédit, la société de financement, l'entreprise d'assurance, la société de caution mutuelle ou le fonds de garantie ou la Caisse des dépôts et consignations, garant de la personne morale ou physique mentionnée au e susmentionné :

- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre du garant personne physique ou morale mentionné au e susmentionné ;

- soit en cas de disparition du garant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès du garant personne physique mentionné au e susmentionné ;
- soit en cas de notification de la recevabilité de la saisine de la commission de surendettement par le garant personne physique ;
- soit en cas de défaillance du garant personne physique, ou du garant personne morale résultant d'une sommation de payer suivie de refus ou demeurée sans effet pendant un délai d'un mois à compter de la signification de la sommation faite à celui-ci par le préfet.

Toute mise en demeure de réaliser les travaux couverts par les garanties financières prévus à l'article L. 171-8 non suivie d'effet constitue un délit.

Article 2.6 - Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée après que les travaux couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, par l'inspecteur des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

Article 3 - Modification des conditions de remise en état

La remise en état se fait conformément au dossier de demande de modification des conditions de remise en état du 22 mars 2017.

Elle comporte notamment les aménagements suivants :

SÉCURISATION DES FRONTS

- Front n°1 : Le front n°1 est purgé à environ 1,20 à 1,50 m du haut. Le produit des purges est laissé en place en pieds de front pour créer un talus.
- Front n°2 : Les remblais disponibles sur la carrière sont utilisés pour la création de talus au pied du front n°2 et comblent en partie le trou laissé par l'ancienne exploitation au pied du front n°3.

CRÉATION DE MERLONS DE PROTECTION

Des merlons sont créés en haut du front n° 1 le long de la piste au nord-ouest de la carrière.

DÉMANTÈLEMENT DES INSTALLATIONS

L'air étanche, servant au ravitaillement des engins, est démantelée et évacuée du site.

Les enrobés provenant des voies de circulation sont évacués vers un centre apte à les accueillir.

VÉGÉTALISATION DU SITE

Les terres de découverte, présentes sur le site, sont régaliées.

Des ronciers sont plantés en haut du front n°1 et des fronts n°2 et 3, côté route, pour protéger les tiers de toute chute accidentelle du haut de ceux-ci.

CONSERVATION DE ZONES ROCAILLEUSES

Des zones rocailleuses sont conservées pour servir d'habitat aux reptiles présents sur le site.

AUTRES AMÉNAGEMENTS

Le portail et les clôtures périphériques sont maintenus pour éviter toute intrusion sur le site.

La clôture, le long de la route, comprend 4 à 5 rangs de fil barbelé (type agricole).

Article 4 - Formalités administratives

En vue de l'information des tiers :

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Corquoy et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Corquoy pendant une durée minimale d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé à la DDCSPP (Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations) - Pôle de la Protection des Populations -Service de la Santé et de la Protection Animales et de l'Environnement- Unité Protection de l'Environnement - Cité administrative Condé – 2 rue Jacques Rimbault – CS 50 001 18013 Bourges Cedex.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans le Cher pour une durée minimale d'un mois.

Article 5 -

Le secrétaire général de la préfecture du Cher, le maire de Corquoy, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le responsable de l'unité interdépartementale de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée ainsi qu'à la société AXIRROUTE.

Bourges, le 13 DEC, 2017

La préfète



Catherine FERRIER

Délais et voies de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
 - par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.
- Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.